

Conseil Exécutif du 24 mai 2012

DÉLIBÉRATION N°141/2012

**ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
À LA FÉDÉRATION DES CHASSEURS DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON**

LE CONSEIL EXÉCUTIF TERRITORIAL DE SAINT-PIERRE ET MIQUELON

- VU** la loi organique n°2007-223 et la loi n°2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** l'instruction budgétaire et comptable M52 ;
- VU** le rapport de présentation générale du Budget Primitif 2012 ;
- VU** la délibération n°112-2012 approuvant le Budget Primitif de la Collectivité pour l'exercice 2012 ;
- VU** la délibération n°79-2012 portant délégation d'attribution au Président du Conseil Territorial et au Conseil Exécutif et notamment son article 3 ;
- VU** la demande de subvention de l'association en date du 26 janvier 2012 ;
- SUR** le rapport de son Président,

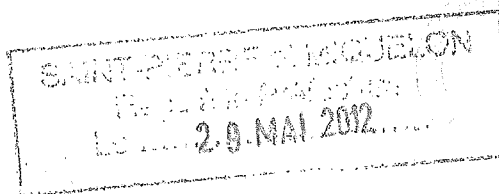
**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ
A ADOPTÉ LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT**

Article 1 : Le Conseil Exécutif Territorial décide d'attribuer une subvention de 122 700 € à la Fédération des Chasseurs de Saint-Pierre-et-Miquelon au titre de l'année 2012 et autorise le Président à signer la convention ci-annexée à conclure avec la Fédération.

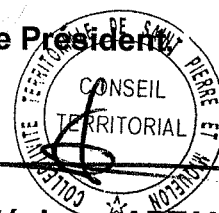
Article 2 : Les crédits nécessaires au règlement de cette dépense seront prélevés sur le budget territorial 2012 – Chapitre 65 – Nature 6574 – Fonction 70 (ligne de crédit 7500) du budget territorial.

Adopté

7 voix pour
0 voix contre
0 abstention(s)
Membres du C.E : 8
Membres présents : 6
Membres votants : 7



Le Président



Stéphane ARTANO

Approuvée en Conseil Exécutif du 24 mai 2012

**CONVENTION POUR LE VERSEMENT D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT
AU TITRE DE L'ANNÉE 2012
À LA FÉDÉRATION DES CHASSEURS DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON**

ENTRE :

La Fédération des Chasseurs de Saint-Pierre-et-Miquelon, représentée par son Président,
D'UNE PART,

ET :

La Collectivité Territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, représentée par son Président,
D'AUTRE PART,

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et l'article 1 du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation de conclure une convention pour les subventions attribuées à un organisme de droit privé dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 € ;

VU la délibération n°141/2012 attribuant une subvention à la Fédération des Chasseurs de Saint-Pierre-et-Miquelon et son rapport de présentation au Conseil Exécutif du 24 mai 2012 ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET DE LA PRÉSENTE CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions spécifiques au versement d'une subvention territoriale de plus de 23 000 € à la Fédération des Chasseurs de Saint-Pierre-et-Miquelon, conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 2 : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Pour l'année 2012, la Collectivité alloue une subvention de 122 700 € à la Fédération.

Cette somme représente une participation aux frais de rémunération de trois gardes-chasse.

ARTICLE 3 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention sera versée comme suit :

- × versement en début d'exercice d'un acompte de 50% du montant cité à l'article 2, soit une somme de 61 350 € ;
- × versement du solde de 50%, soit 61 350 € au cours du deuxième semestre au vu de la présentation du bilan d'activités et financier de l'année 2011.

L'imputation budgétaire des montants indiqués dans la convention est la suivante :

- × Programme SUBVENTION, chapitre 65, nature 6574, fonction 70, enveloppe 7500.

Les versements seront effectués sur le compte suivant :

- × 11749 0001 00000110939-71 ouvert à la Banque de Saint-Pierre et Miquelon.

Le comptable assignataire est le Trésorier-Payeur Général.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE LA FÉDÉRATION

La Fédération des Chasseurs de Saint-Pierre-et-Miquelon s'engage à :

1. communiquer à la Collectivité, au plus tard le 30 juin de l'année suivant la date d'arrêt des comptes, ses bilans et comptes de résultats détaillés du dernier exercice, ainsi que le compte d'emploi de la subvention attribuée ;
2. tenir sa comptabilité selon les normes édictées par le plan comptable des associations et dans le respect des dispositions légales et réglementaires concernant les organismes privés subventionnés par des fonds publics ;
3. aviser la Collectivité de toute modification concernant ses statuts, sa présidence, ses coordonnées bancaires.

Les modalités de versement et de contrôle de la subvention se feront conformément aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics. Ainsi, la Collectivité se réserve la possibilité de procéder à toute autre forme de contrôle de l'usage des fonds.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. À défaut, la Collectivité pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

ARTICLE 5 : RENOUVELLEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention devra être expressément sollicitée chaque année par la Fédération.

À cet effet, elle complétera le formulaire de demande de subvention qui lui sera adressé par la Collectivité avant le 30 novembre 2012.

Fait à Saint-Pierre, le
(en 2 exemplaires originaux)

Le Président de la Fédération,

Le Président du Conseil Territorial,

Marcel-Christophe DAGORT.

Stéphane ARTANO.